

Countdown 2015

EUROPE

Campaigning for universal access
to reproductive health

Planification familiale, pauvreté et développement économique

Qu'est-ce que la planification familiale?

Il s'agit de l'ensemble des méthodes et services qui permettent aux couples et aux individus de choisir et d'avoir le nombre d'enfants qu'ils désirent, ainsi que le moment et l'espacement des naissances. La planification familiale comprend les méthodes de contraception modernes, telles que la pilule, les progestatifs injectables, les implants, les systèmes vaginaux dits de barrière, et les préservatifs féminin et masculin. Les services englobent les soins, l'information-conseil et l'éducation relatifs à la santé sexuelle et reproductive.

Dans les pays en développement, les besoins en planification familiale de plus de 222 millions de femmes demeurent actuellement insatisfaits. Ces femmes souhaitent éviter les grossesses, mais n'utilisent aucun moyen de contraception moderne. Cette situation est souvent due à une offre de services de planification familiale insuffisamment disponible, inaccessible, ou trop coûteuse.

L'accès à la planification familiale volontaire est un droit humain fondamental reconnu par les gouvernements signataires d'accords internationaux tels que le programme d'action de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La planification familiale joue également un rôle de catalyseur en améliorant la santé et le bien-être des femmes et des enfants tout en influençant en parallèle d'autres aspects du développement humain, notamment l'égalité homme-femme. La planification familiale est un instrument aussi déterminant que rentable dans la réduction de la pauvreté et le développement économique.

La planification familiale aide les ménages à se prémunir contre la pauvreté

Les complications liées à la grossesse et à l'accouchement ont bien sûr des conséquences dramatiques sur la santé et la vie des mères et des enfants, mais elles peuvent également avoir un impact délétère sur l'économie des familles. Au Burkina Faso par exemple, on estime que le coût d'un accouchement équivaut à 43% du revenu par habitant des ménages les plus pauvres, et l'on atteint 138% dans le cas d'une césarienne.

On observe en revanche que lorsque les services de planification sont accessibles et abordables, ils ont un effet positif et durable sur les vies des femmes, des jeunes filles et des familles.

Les jeunes filles sexuellement actives qui utilisent un contraceptif ont par exemple moins de risques d'être déscolarisées à cause d'une grossesse que leurs pairs qui n'en utilisent aucun. En outre, les jeunes filles qui reportent leur premier accouchement à un âge moins précoce sont mieux à même de poursuivre leur scolarité et d'obtenir une formation, ce qui est un facteur de réduction de la pauvreté des ménages. Les femmes en bonne santé sont également plus productives au travail et tendent à gagner davantage au cours de leur vie professionnelle que les femmes dont l'état de santé est précaire.

De manière générale, les études montrent que les femmes et les couples qui peuvent décider du nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir, du moment des grossesses et de l'espacement des naissances, sont capables de faire davantage d'économies, d'accroître les revenus du ménage, de consacrer plus d'argent à leurs enfants, et de mieux planifier leur vie (voir Encadré 1).

Encadré 1. Utilisation de la contraception et taux d'emplois rémunérés chez les femmes dans trois pays (2010)

Égypte

les femmes qui utilisent un moyen de contraception ont plus de chances de trouver un emploi que celles qui n'en utilisent aucun.

Brésil et Indonésie

les femmes qui utilisent des contraceptifs longue durée ou permanents ont plus de chances d'occuper un poste rémunéré.



Planification familiale et développement économique

Ces dernières décennies, les pays où le taux de fécondité et la croissance démographique ont diminué ont connu une productivité accrue et ont réalisé davantage d'économies ainsi que des investissements plus rentables. Dans de nombreux pays, la réduction de la fécondité au niveau des foyers s'est traduite en croissance à l'échelle macroéconomique en l'espace d'une seule génération. On attribue le phénomène au « dividende démographique » : une fécondité moindre au sein d'une population plus importante de personnes en âge de travailler, qui ont moins de jeunes et de personnes âgées dépendantes à leur charge.

Si la seule baisse de la fécondité n'est pas suffisante au développement économique, elle en est un élément incontournable. Les pays d'Asie de l'est, notamment, ont fortement bénéficié du dividende démographique. On estime que 30 à 50% de la croissance économique de la région entre 1965 et 1990 sont le fruit de l'évolution des dynamiques démographiques, qui sont elles-mêmes fortement influencées par l'accès à la contraception et aux services de santé reproductive.

De manière générale, il existe une corrélation entre le taux de prévalence des moyens de contraception modernes et le PIB par habitant.

En outre, les entreprises du secteur privé devraient s'apercevoir du fait qu'en fournissant elles-mêmes des services de planification familiale à leurs employées, elles pourraient réduire les coûts médicaux induits par les congés de grossesse et de maternité, limiter le taux de rotation et accroître la productivité et les bénéfices.

Répondre aux besoins non satisfaits : un investissement rentable

Ces dix dernières années, la part de l'aide en faveur de la santé allouée à la planification familiale a diminué dans la quasi-totalité des pays bénéficiaires. En l'absence d'engagements et d'investissements nouveaux, il est probable que tous les progrès effectués en matière de planification familiale et de droit à la santé soient réduits à néant.

Fort heureusement, les coûts de la planification familiale sont amortis par les économies générées dans d'autres domaines. Répondre aux besoins non satisfaits en matière de contraception moderne dans les pays en développement coûterait par exemple 3,6 milliards de dollars de plus par an. Cependant, le coût des soins maternels et néonataux serait réduit de 5,1 milliards de dollars par an, et l'on économiserait chaque année 140 million de dollars sur les soins post-avortement (*Encadré 2*).

Encadré 2. \$1 dollar dépensé économise 4 dollars



QUE PEUVENT FAIRE LES GOUVERNEMENTS BAILLEURS EUROPÉENS ?

- **Les gouvernements doivent consacrer une plus grande part des fonds de coopération au développement à la planification familiale.** Cela permettra de promouvoir le développement économique, de réduire les dépenses des systèmes de santé et d'accroître l'autonomie, la productivité et la capacité de rendement des femmes et des jeunes filles.
- **Les gouvernements doivent veiller à la transparence et à l'efficacité de l'offre de planification familiale proposée par le secteur privé.** Si le secteur privé peut venir en aide aux institutions en proposant des produits et des services de planification familiale à ses employés, les gouvernements doivent veiller à ce que les bailleurs soient responsables et que les fonds versés soient transparents, prennent en compte les principes du pacte mondial (Global Compact) des Nations Unies, et soient alloués en priorité aux petites et moyennes entreprises locales des pays en développement.

Countdown 2015 Europe est un consortium de 16 ONG européennes de premier plan qui œuvrent en faveur de la satisfaction des besoins en planification familiale dans les pays en développement. Le consortium fait un travail de sensibilisation et promeut l'allocation de moyens financiers et politiques accrus de la part des bailleurs européens afin de garantir un accès universel à la santé de la reproduction et à la planification familiale partout dans le monde.

Pour plus d'informations, veuillez contacter l'IPPF EN (International Planned Parenthood Federation European Network), partenaire principal du réseau Countdown 2015 Europe, à l'adresse suivante: countdown2015europe@ippfen.org ou rendez-vous sur www.countdown2015europe.org.



Ce projet est financé par L'Union européenne

Ce projet est mis en œuvre par IPPF European Network



Ce document a été élaboré avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de IPPF EN, et ne reflète en aucun cas la position de l'Union européenne. IPPF European Network et ses partenaires souhaitent remercier la fondation Bill & Melinda Gates pour son la constance de son soutien.

